1er Mai : les luttes et le muguet (p. 4)

COMMUNISTES

Enclencher une vraie dynamique d'espoir (p. 6)

Vidéo

Déclaration de Fabien Roussel sur les résultats du second tour de l'élection présidentielle

Justice

La 32e chambre correctionnelle du tribunal de Paris vient de condamner l'ancien patron du Medef, Ernest-Antoine Seillière, pour fraude fiscale. Bravo. Il doit verser 37 500 euros d'amende, alors que sa tricherie lui a rapporté 79 millions d'euros. Là ça fait riquiqui. Et, détail qui tue, le tribunal n'a pu fournir à Seillière le jugement car « l'imprimante du tribunal est en panne depuis trois jours ». Splendeur et misère de la Justice française.✪

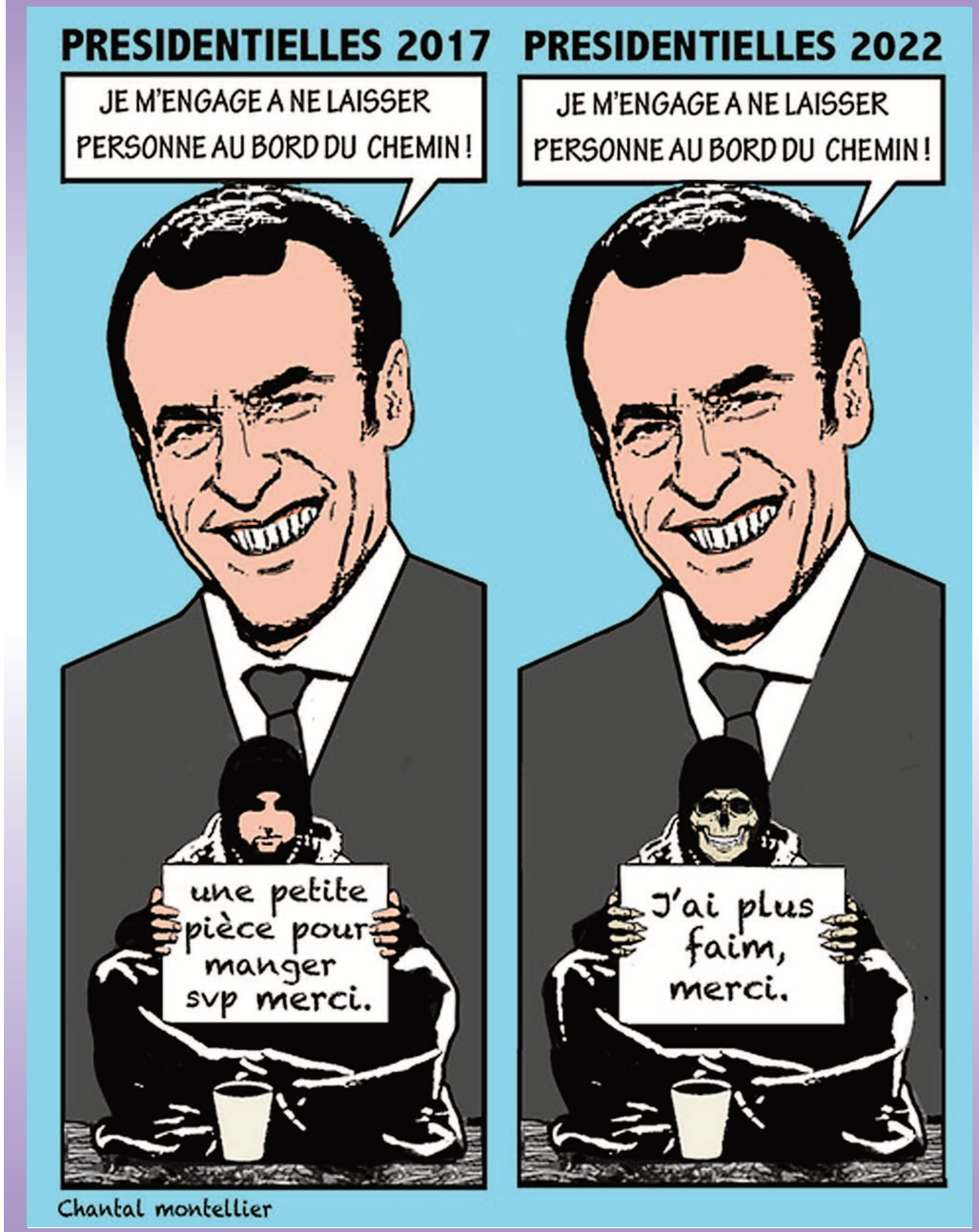
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaitre vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

30 avril, à partir de 10h30 : Matinée conviviale autour du livre du centenaire du PCF en Loire-Atlantique. Fédération du PCF, Nantes (44)
1er mai : Vente de muguet et manifestations pour la Journée internationale des travailleurs. Contactez votre section ou votre fédération pour être au courant des actions !
1er mai, à partir de 18 h : Fête internationale des travailleuses et travailleurs 2022 à la section du PCF Paris 20. Sandwichs, boissons et concerts. 3 place des Grès (75020)
8 mai, à partir de 14 h : La librairie associative Livres en luttes organise une rencontre-débat sur le 8 mai 1945 avec la participation des historiens Jean-Numa Ducange et Jean Vigreux et de Pierre Thorez. Théâtre Jean-Vilar, Vitry-sur-Seine (94)
16 mai, à partir de 20 h : Projection du film Le jeune Karl Marx, suivi d'un débat. Cinéma de Lunéville (54)
21 mai : Fête fédérale du Lot. Plus d'informations à venir. Francoulès (46)
24 & 25 juin : Fête du Travailleur Alpin. Billets en vente sur fete.travailleur-alpin.fr/billetterie/ Esplanade de Grenoble (38)
9, 10 & 11 septembre 2022 : Fête de l'Humanité dans un nouveau site ! Elle se déroulera sur la « Base 217 », au Plessis-Pâté (91). Bons de soutien à 35 € en vente auprès des camarades.
Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

RETOUR DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE À PARTIR DU 11 JANVIER À L'ESPACE NIEMEYER :
7 juin : *Guesde et Jaurès, deux méthodes du socialisme*, avec Jean Numa Ducange.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE
ÉLECTIONS second tour, le 24 avril
DÉBAT autour de la finance en présence d'Éric Bocquet, à Bagneux (92), le 24 avril
RASSEMBLEMENT contre la guerre en Ukraine, à Saint-Girons (09), le 21 avril

Offrir une perspective de victoire à gauche

Déclaration de Fabien Roussel, 24 avril 2022

Mesdames et Messieurs,

Ce soir, le pire a été évité à la France. Grâce à la mobilisation de millions de nos compatriotes, la représentante de l'extrême droite ne pourra pas, à l'Élysée, perpétrer le coup de force institutionnel qu'elle envisageait pour disloquer la République. Elle ne pourra pas installer un pouvoir autoritaire, mettant en pièces nos principales conquêtes démocratiques, autant que les droits sociaux chèrement conquis par notre peuple.

Dans la clarté politique, sans illusion sur le projet d'Emmanuel Macron, nous avons clairement participé à ce résultat. La bataille n'est, pour autant, pas achevée. Loin de là.

La représentante de l'extrême droite française a recueilli 42 % des suffrages, soit 8 points de plus qu'au second tour de 2017. Un résultat sans précédent depuis la Libération. Une lourde menace pèse sur notre démocratie. Et la victoire d'Emmanuel Macron ne peut pas l'évacuer.

Quand 42 % de nos concitoyens utilisent le bulletin de vote de celle qui propose un référendum sur le voile, l'immigration avec la volonté de créer, ce qui n'existe dans nul autre pays au monde, un régime ségrégationniste en fonction de ses origines et de sa religion, c'est grave. Et quand 28 % font même le choix de s'abstenir, en prenant le risque de son élection, nous mesurons à quel point l'extrême droite et ses idées se sont banalisées dans notre pays.

Le président sortant, s'il est réélu aujourd'hui, l'est uniquement à la faveur d'un rejet de la représentante de l'extrême droite. Il ne doit pas considérer que ce résultat exprime un soutien à sa politique. Nous l'avons interpellé publiquement, à plusieurs reprises, afin qu'il entende, avec humilité, la colère qui s'est exprimée lors de ces élections concernant le pouvoir d'achat, ou même son projet de réforme des retraites. Il a refusé de remettre en cause ses choix, sa politique, avec une pointe d'arrogance que les Français ne supportent plus.

Nous devons maintenant le battre et battre sa politique aux élections législatives les 12 et 19 juin prochains. C'est tout l'enjeu des semaines à venir.

Les Français, le monde du travail, la jeunesse ont besoin d'une perspective d'espoir. Ils ont besoin de réformes heureuses, positives ; ils ont besoin de progrès social, de justice sociale. Ils ont besoin de services publics, partout et pour tous. Ils attendent qu'on mette enfin les formidables richesses que nous avons au service de l'emploi, de l'augmentation des salaires, des pensions et de meilleures conditions de travail.

Pour mettre en œuvre de telles réformes, nous aurons besoin d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, une majorité connectée aux attentes populaires. Et pour y parvenir, nous devrons d'abord battre l'extrême droite qui progresse dans de nombreuses autres circonscriptions, hormis quelques exceptions dont nous nous félicitons, car nous avons contribué à son recul. Mais dans une majorité d'entre-elles, la situation reste préoccupante.

Créons, partout, toutes les conditions, ensemble, pour offrir une perspective de victoire à gauche dans ces territoires où l'extrême droite pourrait l'emporter. Il nous faut ensuite enclencher une vraie dynamique d'espoir à gauche et nous adresser aux 11 millions d'électeurs de gauche du 1er tour et aux 12 millions d'abstentionnistes.

Le 10 avril dernier, avec 32,5 % des suffrages exprimés, la diversité des candidatures à gauche a permis de progresser de quatre points par rapport à 2017. En nous additionnant, dès ce premier tour des élections législatives, nous pouvons par conséquent battre à la fois le bloc raciste de l'extrême droite, comme le bloc libéral de la droite représentée par Macron. En nous additionnant, en nous rassemblant avec un contrat de législature, avec des engagements communs pour le pays, nous pouvons y parvenir. C'est le sens de nos discussions avec La France insoumise, Europe-Écologie-Les Verts, le Parti socialiste.

Pour ces élections législatives, faisons tout pour être unis, retrouvons-nous autour d'un contrat de législature répondant à l'aspiration des Français sur le pouvoir d'achat, le droit à la retraite, la transition écologique et la justice climatique, les services publics, une République refondée.

Fixons-nous l'objectif d'un accord global, nous réunissant dans la totalité des circonscriptions, en évitant toute division dans des circonscriptions ayant déjà des députés de gauche, et en allant ensemble à la conquête d'une majorité de députés partout ailleurs. Faisons-le en respectant bien sûr le rapport de force issu de la présidentielle, mais aussi en tenant compte des ancrages locaux et des différentes sensibilités à gauche.

En se rassemblant et en faisant de nos différences une richesse, toute la gauche peut, non seulement retrouver les 11 millions d'électeurs et électrices du 10 avril, mais elle peut contribuer aussi à remobiliser nombre d'abstentionnistes.

L'heure est trop grave, la menace de l'extrême droite sur de nombreuses circonscriptions trop angoissante, l'arrogance dévastatrice du Président de la République trop dangereuse pour que nous ne fassions pas preuve d'une grande responsabilité.

C'est dans cet esprit que nous discutons depuis plusieurs jours avec toutes les forces de gauche. Créons les conditions d'un tel accord.

Je redis à Jean-Luc Mélenchon, à Julien Bayou, à Olivier Faure ma totale disponibilité pour nous retrouver tous ensemble, le plus rapidement possible, pour atteindre l'objectif ambitieux que nous pourrions nous fixer à gauche.

Les communistes sont déterminés à tout faire pour aboutir et apporter notre contribution avec « La France des Jours heureux » que nous avons défendue pendant la campagne.

Je vous remercie. ✪

Fabien Roussel

Un 1er Mai combatif

Le 1er Mai est une date clé dans l'histoire du mouvement ouvrier. Son adoption remonte à 1889, lors du Congrès fondateur de la IIe Internationale socialiste à Paris. Cette date a été choisie en référence aux grèves commencées le 1er mai 1886 aux États-Unis pour obtenir la journée de huit heures.
Après un 1er tour de l'élection présidentielle marqué par une forte abstention et par une progression inquiétante de l'extrême droite, plus proche que jamais d'être à la tête du pays, nous devons organiser un 1er Mai combatif mais également plein d'espoir.
À travers nos traditionnelles ventes de muguet dans toute la France et dans les manifestations, nous devons montrer aux Français·es qu'un autre projet politique est possible et surtout souhaitable. Nous avons porté tout au long de notre campagne des Jours heureux cet espoir d'une société libérée du capitalisme et de la course effrénée au profit et nous devons continuer à le porter. Notre projet ne s'éteint pas au soir du second tour. Quel que soit le résultat, il sera au contraire toujours plus urgent de le construire et de le faire connaître. ✪

Léna Mons

Jacquy, Leandro, Gilbert et Piero, de l'équipe de la section PCF Coulommiers-Pays fertois (77), à la collecte du muguet directement dans la forêt.

Un 1er Mai convivial et politique à Montpellier

Après deux années marquées par les restrictions dues à la pandémie, les communistes de Montpellier renouent avec leur traditionnelle paella du 1er Mai. Organisée à et par la cellule de Villeneuve-lès-Maguelone, cette journée est permise par la dynamique retrouvée du Parti et de la JC durant la campagne dans la métropole héraultaise.
Faisant suite à la manifestation organisée par l'intersyndicale, le repas sera un moment important pour construire à gauche, pour travailler l'indispensable lien avec les luttes contre les mauvais coups de Macron, l'imposture de Le Pen. Les discussions et le débat nécessaire ne manqueront pas de débuter sur la manifestation montpelliéraine autour de notre point de vente du muguet. ✪

La vente du muguet du PCF lors des manifestations du 1er Mai est une tradition militante. Ce jour-là tout le monde a le droit de vendre des brins de muguet. Il suffit pour cela d'être à 40 mètres d'un fleuriste.
La journée du 1er Mai est d'abord une journée de grève et de mobilisation pour les droits sociaux et politiques des travailleuses et travailleurs, pour la limitation de la durée du travail et un meilleur partage des richesses. En France, mystifié en « Fête du Travail » par Pétain, le 1er Mai est redevenu le jour férié de défense des droits des travailleurs en 1947, alors que le ministre du Travail était le communiste Ambroise Croizat, initiateur de la Sécurité sociale et du système de retraite par répartition.
Symbole de l'arrivée du printemps et de la lutte des travailleurs, faisons en sorte que la vente des brins de muguet par les militants communistes contribue à la venue « des jours heureux ». ✪

Frédéric Giraud, sécrétaire fédéral du PCF Deux-Sèvres

Une nouvelle étape de la crise française

Dans son rapport introductif au Conseil national du 14 avril, Christian Picquet abordait trois points : la situation de la France au sortir du premier tour de l'élection présidentielle ; les premières leçons de la campagne que les communistes ont menée autour de la candidature de Fabien Roussel ; les axes de bataille pour la nouvelle séquence politique. On trouvera ci-dessous la première partie de son exposé, « une nouvelle étape de la crise française ». Extraits.

Pour le résumer en quelques mots, ce 10 avril souligne, à l'instar des consultations municipales, départementales et régionales de 2020 et 2021, la rupture d'une large partie du corps citoyen avec toutes les formes de représentation politique et institutionnelle. Le très haut niveau de l'abstention en est la marque. (...) Ce scrutin traduit également une colère profonde envers les politiques de déréglementation mises en œuvre au fil des quinquennats passés, et évidemment du mandat d'Emmanuel Macron. (...) L'effondrement simultané des deux partis qui furent les colonnes vertébrales des alternances des décennies passées, Les Républicains à droite et le Parti socialiste à gauche, est la conséquence première de ce rejet de l'austérité et des régressions accumulées au nom de la lutte contre le déficit budgétaire ou de la mise en conformité des politiques publiques avec les directives de la Commission européenne.

Cette élection marque encore la décomposition des repères idéologiques qui ont longtemps imprégné leurs marques aux confrontations politiques et sociales. Ce qui se paie maintenant de l'aggravation des confusions qu'entraînent inévitablement l'absence d'espoir de changement et la peur devant l'avenir.

La guerre à l'Est de l'Europe, sur laquelle je n'ai pas le temps de revenir ici, aura, au demeurant, largement altéré la perception des enjeux de cette élection pour nombre de nos concitoyennes et concitoyens, de même que son instrumentalisation par le pouvoir en place aura amené à une perte de substance du débat politique.

C'est dans ce contexte général que les institutions de la Ve République, dont on avait pu vérifier l'usure à l'occasion de chaque consultation ces dernières années, s'avèrent littéralement à bout de souffle, délégitimées, pouvant à tout moment nous précipiter dans une véritable débâcle démocratique.

Ces coordonnées viennent de se traduire, dans les urnes, par un bouleversement majeur des équilibres politiques. Dans une toute nouvelle tripartition du champ électoral, trois candidatures auront ainsi recueilli, à elles seules, les trois quarts des suffrages exprimés, les neuf autres se retrouvant sous la barre des 10 %, et même, pour huit d'entre elles, sous les 5 %.

Il convient de nous arrêter un instant sur ce que recouvre ce qu'il est aujourd'hui convenu de désigner sous le vocable de « vote utile », qui a amené à cette concentration inédite du résultat électoral. Depuis ses origines, la Ve République aura représenté une machine à anesthésier la démocratie citoyenne, au profit de mécanismes plébiscitaires destinés à faire désigner un monarque présidentiel par le corps électoral, en vertu de la théorie selon laquelle il revenait audit monarque d'instaurer un dialogue direct avec le peuple. L'élection présidentielle aura, dans ce cadre, avec un scrutin majoritaire écrasant la diversité des courants en présence dans le débat public, toujours représenté un aspirateur vers le vote dit utile. Cette dynamique délétère n'aura fait que s'accélérer à partir du moment où l'on aura décidé, avec le quinquennat, d'inverser le calendrier électoral pour réduire les élections législatives à une simple confirmation du résultat de la présidentielle qui les précède.

Le poids des enquêtes d'opinion nous aura simultanément fait passer d'une démocratie fondée sur le débat contradictoire à une démocratie d'opinion devenue prééminente dans la détermination des choix des citoyens.

Nous arrivons à présent au terme de ce processus d'étouffement insidieux de la démocratie. La fracture entre les citoyens et les mécanismes traditionnels de la représentation politique n'aura cessé de se creuser, je l'ai dit. Un certain nombre de forces, pour asseoir leur légitimité nouvelle sur un champ institutionnel bouleversé, n'auront pas hésité, depuis quelques années, à en appeler au « dégagisme » et à déclarer dépassé le clivage entre droite et gauche.

Conséquences des tendances à l'appauvrissement du débat d'idées que cela engendre inévitablement, les votes se seront de moins en moins effectués en fonction des projets défendus, et de plus en plus à partir de considérants prétendument stratégiques, consistant à éliminer les candidatures que l'on ne veut pas voir figurer au second tour. Dit autrement, le premier tour sera, déjà, devenu l'esquisse du second.

C'est si vrai que, quelques semaines avant le 10 avril, les sondages plaçaient, à gauche, Jean-Luc Mélenchon autour des 11 ou 12 %, Yannick Jadot entre 7 et 9 %, Fabien Roussel entre 4 et 5 %, Anne Hidalgo aux environs de 3 %, et les deux candidats de l'extrême gauche à 1 %.Confirmées par les enquêtes « sortie des urnes », ce dimanche, ces estimations donnaient probablement une vue assez proche des rapports de force réels.

Nous entrons, par conséquent, dans un moment d'atrophie sans précédent de l'exercice citoyen, à l'occasion duquel naît sournoisement un nouveau régime politique où ignorance des attentes populaires, disparition de la confrontation entre projets et autoritarisme au sommet de l'État vont de pair. Si cette tendance lourde devient si dangereuse pour le futur, c'est parce qu'elle est de nature à permettre à l'extrême droite de briser le « plafond de verre » auquel elle se heurtait jusqu'alors, même lorsqu'elle obtenait des résultats élevés. Alors que l'on voit bien que se dessine, pour la prochaine période, une grande recomposition du camp réactionnaire, dans laquelle une extrême droite renforcée sera en mesure de jouer un rôle déterminant, nul ne peut ignorer le péril, en particulier à gauche.

Tout cela soulève une question essentielle sur le devenir même de la République. Dans un jeu bipolaire ou tripolaire, tel qu'il est sorti des urnes ce 10 avril, l'avenir des courants qui entendent demeurer extérieurs à cette réorganisation peut-il être de devenir une force d'appoint pour l'une des forces dominantes, un peu comme cela se fait aux États-Unis, amenant par exemple le courant socialiste à négocier son influence et ses positions électorales avec la machine du Parti démocrate ? Ou bien est-il toujours impératif de résister à cet étouffement de la démocratie, car c'est la condition pour pouvoir jeter les bases d'une nouvelle République, déprésidentialisée, redonnant ses prérogatives à un Parlement à l'image du pays, donc désigné à la proportionnelle, et se fondant sur de nouveaux pouvoirs pour les citoyens et le monde du travail ? L'enjeu, on le voit bien, est majeur. ✪

Pour un contrat de législature

Lors de sa conférence de presse du 21 avril, Fabien Roussel propose aux forces de gauche un contrat de législature. Extraits.

Dès le lendemain de l'élection, le premier enjeu qui sera posé au pays sera de donner un espoir à gauche, tout en battant les candidats de Mme Le Pen et de M. Zemmour dans le plus grand nombre de circonscriptions législatives du pays. Car la menace sur l'Assemblée est elle aussi bien réelle.

Dès le premier tour, Marine Le Pen était en tête dans 217 circonscriptions du pays. Et le total des voix d'extrême droite dépassait les 40 % dans 129 circonscriptions du pays. L'enjeu est donc d'empêcher que plusieurs dizaines de députés d'extrême droite fassent leur entrée à l'Assemblée. Nous devons tout faire pour empêcher une vague brune d'envahir les rangs du Parlement.

Mais nous voulons aussi envoyer un signal clair à Emmanuel Macron. S'il était élu dimanche prochain, nous ne voulons pas de sa politique et nous ferons tout pour construire une majorité de gauche à l'Assemblée ! C'est l'espoir que nous devons porter ensemble aux élections législatives.

Avec 11 millions de voix, 32,5 %, +4 % par rapport à 2017, l'ensemble des forces de gauche doit pouvoir s'additionner, gagner et viser une majorité en juin prochain. Nous appelons toutes les forces de gauche à se fixer un tel niveau d'ambition, car notre pays en a besoin.

Comme nous l'avons dit immédiatement, nous reconnaissons le poids de La France insoumise car c'est la première force de gauche, et de loin, à l'issue du premier tour, même si beaucoup d'électeurs nous confirment tous les jours avoir voté à la dernière minute pour le candidat de gauche ayant le plus de chance d'accéder au second tour sans pour autant soutenir son projet.

Comme je l'ai dit durant toute ma campagne, nous devons nous additionner et faire de nos différences une force, une richesse, permettant de rassembler l'ensemble des 11 millions d'électeurs de gauche, et aller en chercher de nouveaux parmi les abstentionnistes !

Je propose de nous retrouver autour d'un contrat de législature et de 10 axes de rassemblement qui, surtout, permettront d'apporter des réponses rapides aux Français concernant leur salaire, leur pouvoir d'achat, leur retraite, l'accès à la santé, à l'école.

Mettons en commun ce qui nous rassemble et laissons aussi à chaque force politique la possibilité de défendre ce qui lui est propre.

À ce titre, le programme de la France des Jours heureux, que j'ai défendu pendant la campagne, reste un projet de société avec des propositions originales, toujours d'actualité. De même, les électeurs de Yannick Jadot, comme d'Anne Hidalgo doivent pouvoir se retrouver dans ces élections

législatives et avec des candidatures communes. Créons les conditions d'additionner nos voix et non pas de les effacer.

Aussi, parce que je suis déterminé à faire gagner cet espoir à gauche, j'appelle l'ensemble des responsables des forces de gauche à se retrouver, ensemble, pour afficher cet objectif : battre l'extrême droite et la droite de Macron aux élections législatives, et créer toutes les conditions pour que la gauche l'emporte.

Je veux dire publiquement et dans la clarté nos objectifs dans ces discussions.

Chacune, chacun mesure que l'objectif d'une majorité à l'Assemblée, c'est-à-dire la victoire de la gauche dans 289 circonscriptions du pays, est un objectif élevé. Mais il est le même pour chaque bloc : la gauche, la droite ou l'extrême droite ont rassemblé chacun 30 % des électeurs. Nous devons donc, à gauche, avoir la construction la plus collective possible, avec des engagements communs pour le pays et dans le respect de nos différences.

Nous reconnaissons la place centrale de La France insoumise, avec qui nous souhaitons durablement travailler pour conquérir des avancées. Cela peut se faire dans le cadre d'un travail en commun respectueux de chacun et non d'un ralliement qui effacerait les projets portés ou qui mettrait en danger des députés sortants de gauche.

Décidons ensemble qu'insoumis, socialistes, écologistes, communistes se présentent unis dans de très nombreuses circonscriptions du pays. Et commençons par les députés sortants de gauche, en créant les conditions de leur réélection et en faisant en sorte qu'ils soient soutenus par tous, sur la base du contrat de législature.

Car si nous voulons gagner en juin prochain, ne commençons pas par faire battre des députés de gauche sortants, au bénéfice de la droite ou de l'extrême droite !

Ensuite, nous prônons que le rassemblement se fasse autour des candidates et candidats les mieux placés pour l'emporter, partout, dans chaque département.

Nous le savons bien, une élection législative n'est pas une élection présidentielle, et l'ancrage des candidates et des candidats, avec les maires et élus locaux, souvent gagnés dans l'union des forces de gauche et écologistes, doit être des points d'appui essentiels pour l'emporter.

Pour travailler à cela, **pour porter cet espoir ensemble, pour envoyer ce message fort aux 11 millions d'électrices et électeurs de gauche, aux abstentionnistes, je souhaite que l'on puisse se retrouver ensemble au plus tôt, dès lundi. Je suis disponible pour cela, affichons notre détermination.**

Et j'appelle les communistes, dans tous les départements de France, à s'adresser à l'ensemble des forces de gauche pour porter cet espoir et cette grande ambition pour notre pays.

L'union doit se faire avec tout le monde. C'est la seule condition de la victoire ! ✪

Macron réélu : l'urgence d'unir la jeunesse

Emmanuel Macron est réélu président de la République au terme du second tour de l'élection présidentielle. Il obtient 58 % des voix. Malgré le soulagement de ne pas voir notre pays tomber aux mains des fascistes, nous regrettons que Marine Le Pen emporte plus de 12 millions de voix, plus de 8 % par rapport à 2017.

Le score historiquement haut du Rassemblement national est alarmant. La campagne présidentielle a accéléré la banalisation des idées racistes et d'extrême droite dans la société. Des millions de Françaises et de Français ont voté pour Marine Le Pen contre le bilan d'Emmanuel Macron. Le constat est lourd. Marine Le Pen n'est pas l'alternative à Emmanuel Macron, au contraire, elle incarne un projet de régression sans commune mesure pour les jeunes et les travailleurs de notre pays. Elle porte un discours xénophobe, raciste, réactionnaire et liberticide. Elle ment aux classes populaires en prétendant défendre leurs intérêts : elle ne défend ni les salaires ni les services publics. La seule alternative au libéralisme se situe dans une gauche authentique et populaire.

L'élection d'Emmanuel Macron ne représente pas une adhésion à son projet, mais bien un refus de l'extrême droite. Nous connaissons toutes et tous l'échec de la politique libérale et répressive d'Emmanuel Macron. Elle ne satisfait pas la majorité des citoyennes et citoyens, et en particulier les jeunes qui ont exprimé au premier tour un désir de changement de société. L'abstention massive dénote une crise démocratique profonde, la défiance et la résignation d'une grande partie du pays.

Même si la victoire n'a pas été au rendez-vous pour ce scrutin, les forces de gauche sont les seules à représenter l'espoir de transformation sociale et politique tant attendu. Elles ont progressé en voix : c'est le signe que les idées d'égalité, de partage, de solidarité peuvent redevenir majoritaires. Pour cela, nous devons construire un grand mouvement d'unité de la jeunesse afin de combattre le capitalisme et conquérir de nouveaux droits.

Nous restons mobilisés pour porter dans les luttes les revendications de jeunes à partir de leurs besoins et aspirations. Nous n'avons aucune intention de nous résigner ni d'attendre cinq ans la prochaine élection présidentielle. Ensemble, luttons pour un droit universel au travail et des études accessibles à toutes et tous. Construisons notre souveraineté énergétique, industrielle, alimentaire. Agissons en toute indépendance en faveur de la paix entre les peuples, pour un véritable partage des richesses et du travail. Contre la logique du profit, faisons de la jeunesse une priorité en développant les services publics et la sécurité sociale. Organisons-nous pour construire cette société qui place l'égalité au-dessus de tout, une société féministe, antiraciste.

Plus que jamais, nous avons besoin de communisme.

Dès ce soir, les jeunes communistes sont mobilisés pour discuter largement avec chaque jeune qui souhaite s'engager dans ce combat. Le Mouvement jeunes communistes de France appelle les jeunes à rejoindre ses cortèges à l'occasion du 1er Mai. Ce sera la première étape pour construire le rapport de force nécessaire à une véritable opposition. Faisons de cette date une journée de lutte pour les droits du monde du travail et de la jeunesse. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La nouvelle agression turque ne fera pas plier les Kurdes

Lors que la Russie de V. Poutine multiplie les crimes de guerre en Ukraine, son alter ego, R.T. Erdogan, à l'ombre de l'émotion mondiale et du silence médiatique, vient de lancer une énième offensive sanguinaire contre les combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). À quelques mois d'un scrutin périlleux pour le tyran d'Ankara, qui a plongé son pays dans la crise, tout est fait pour exacerber les sentiments nationalistes contre le peuple kurde.

En territoire irakien, les bombardements de l'aviation et de l'artillerie se multiplient, frappant de nombreux villages, alors que des troupes turques d'occupation ont débarqué. Le gouvernement de Bagdad a dénoncé la violation de sa souveraineté et la menace pour sa sécurité, d'autant que la collusion entre la Turquie et les formations djihadistes demeure active.

De toute évidence, cette opération est conduite en concertation avec le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, ceux-là même qui ont fui devant l'avancée de l'État Islamique, abandonnant les Yézidis à une nouvelle tentative de génocide. Les clans de Masrour Barzani et des Talabani, qui se présentent encore comme des libérateurs, ont volé les espoirs d'émancipation de leur peuple. Ils ont mis en place un système de corruption et d'arbitraire clientélaire afin d'établir un contrôle prédateur sur les ressources et l'économie. Face à l'ampleur des inégalités, une frange de la jeunesse n'a pas d'autre alternative que l'émigration, alors que l'autre partie se soulève désormais contre ces dynasties qui déchaînent contre eux la répression. Ils craignent pardessus tout leur renversement, cherchant à pérenniser leur domination dans une alliance avec Ankara. Ce choix mortifère suscite la colère de millions de Kurdes attachés à leur unité et à la paix.

À côté de cette offensive en Irak, la Turquie, avec le soutien tacite de Moscou, amplifie ses bombardements sur le Rojava (Syrie), visant ces jours-ci la ville symbole de Kôbane. Ils entendent briser l'expérience démocratique et progressiste qui s'y déploie permettant à toutes les minorités de vivre ensemble.

De la même manière, la répression en Turquie bat son plein contre les Kurdes et toutes les forces démocratiques. Les arrestations de militants, de journalistes, d'avocats, de maires et de parlementaires s'intensifient à l'approche du scrutin de 2023. Selahattin Demirtas, ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HDP), parlementaire, deux fois candidat à l'élection présidentielle, en est une figure emblématique. Arrêté en 2016, il risque des dizaines d'années de prison alors que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a exigé sa libération. Nûdem Durak est un autre visage contre lequel souffle la violence autoritaire. Chanteuse kurde, emprisonnée et condamnée à dix-neuf années de prison, paie son engagement artistique en langue kurde. L'association « France-Kurdistan » a engagé une campagne nationale pour sa libération que nous appelons à amplifier.

Ces nouvelles opérations militaires, qui accroissent la déstabilisation régionale, sont cependant vouées à l'échec car il n'existe aucune solution militaire à ce conflit. Ni les bombardements, ni la répression, ni l'incarcération des élus et des militants, ni les tortures, ni les violations du suffrage universel, ni la volonté d'interdire le Parti démocratique des peuples (HDP) n'ont jamais fait plier les Kurdes et les forces démocratiques de Turquie ou du Rojava.

Encore au ban des nations il y a quelques mois, R.T. Erdogan se présente

volontiers comme le nouveau parangon de l'OTAN, comme un médiateur dans la crise ukrainienne conduite par son partenaire de circonstance, V. Poutine. Si personne n'est cependant dupe de son cynisme, ni la France, ni les États-Unis, ni les pays de l'Union européenne n'ont émis la moindre condamnation ni désavoué ce régime liberticide et belliqueux. Pourtant, les Kurdes subissent la même barbarie et les mêmes crimes que le peuple ukrainien. Ce « deux poids deux mesures » est vécu comme une immense injustice, alors qu'il y a quelques mois encore les combattants kurdes étaient encensés pour leur courage face aux forces obscurantistes de Daesh.

Les communistes condamnent cette agression et appellent les gouvernements de la France et de l'Union européenne à fustiger le régime de R.T. Erdogan et à cesser de consolider les clans féodaux du gouvernement régional du Kurdistan. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international du PCF
chargé du Maghreb et du Moyen-Orient

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Rachel Ramadour, Léa Mons.
RÉDACTION : Gérard Streiff **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
Mèl : communistes@pcf.fr
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA